

# Avec Valls-Cazeneuve, l'islam est devenu une religion d'Etat



Après les ratés du Conseil français du culte musulman, ce qui n'est pas nouveau avec cette instance anarchique devenue incontrôlable, Manuel Valls et son ministre de l'Intérieur ont donc décidé de créer une nouvelle "Instance de dialogue avec l'Islam de France", en espérant reprendre la main sur le CFCM. Il est vrai qu'entre les trois grandes fédérations qui se déchirent au sein de cet organisme, rien n'est simple. Comment pourrait-on structurer un islam sunnite divisé, qui de plus n'a aucune hiérarchie cléricale contrairement à l'islam chiite ? L'Institut musulman de la Mosquée de Paris est sous contrôle de l'Algérie, la Fédération nationale des musulmans de France est sous tutelle marocaine et l'Union des organisations islamiques de France évolue dans la mouvance des Frères musulmans, financée par le Qatar et l'Arabie ! Autant dire que le CFCM échappe totalement au ministre des cultes, lequel tente naïvement de renouer le "dialogue"...

Rien de bien original à cela et on pourrait en sourire tant les Conseils, les Coordinations et autres Organisations en tout genre, se sont succédé depuis trente ans pour tenter de maîtriser l'islamisation du pays et de la rendre compatible avec la loi républicaine. Peine perdue puisque toutes ces instances ont imploré suite aux divisions, rivalités et intrigues diverses. Tout n'est qu'hypocrisie et double jeu depuis des lustres. Et derrière les sourires de façade, les intégristes avancent leurs pions pendant que la République recule à coups "d'accommodements raisonnables". Le courage n'est pas la vertu des élus !

En 1989, suite aux remous sur le voile, Pierre Joxe tentait déjà l'aventure de gérer au mieux l'islam de France, en créant le CORIF, le Conseil d'orientation et de réflexion sur l'Islam de France.

En 1993, ce fut au tour de Charles Pasqua de créer le CRMF, le Conseil représentatif des musulmans de France.

Ensuite on vit apparaître la CNMF, la Coordination des musulmans de France, suivie du CRIM, le Conseil représentatif des Institutions musulmanes, ainsi que le Haut Conseil de l'Islam de France !! Instances censées contrôler l'Islam de France, mais toutes aussi utopiques qu'éphémères.

Alors pourquoi cette nouvelle Instance de dialogue ?

- Pour gérer la formation des imams, paraît-il. Admettons, mais les deux tiers d'entre eux ne parlent même pas français ! Autant dire mission impossible.
- Pour suivre la construction des mosquées avec un objectif de 5000 lieux de culte à court terme. Cela au mépris de la laïcité, chaque jour bafouée par nos élus qui financent indirectement les mosquées, hypocritement dénommées centres culturels. Pour eux, la laïcité fonctionne à sens unique et se résume à supprimer les crèches dans nos mairies, les arbres de Noël dans nos écoles et les statues de la Vierge sur nos places publiques.
- Pour lutter contre l'islamophobie. Encore faudrait-il ne

pas oublier la banalisation des actes anti-chrétiens. En 2014, sur les 216 cimetières profanés, 95% étaient des sépultures chrétiennes. Sur 591 lieux de culte profanés, 80% étaient chrétiens. Mais chez nos élus, l'émotion est à géométrie variable. Pour la presse aussi d'ailleurs...

- Enfin il s'agira de gérer les pratiques rituelles, comme l'abattage halal entre autres, en oubliant là aussi que le Parlement avait légiféré pour reconnaître que les animaux étaient des êtres sensibles. Mais que pèse la loi républicaine face aux exigences communautaristes ? Pas grand chose à vrai dire.

Par conséquent cette nouvelle tentative de reprendre le contrôle de la situation est vouée à l'échec, pour la simple raison que nos dirigeants se refusent à admettre ce qu'est réellement l'islam.

Outre le fait qu'aucun d'entre eux n'a lu le Coran, c'est une évidence, ils considèrent que l'islam n'est qu'une religion comme une autre. Or, ce n'est ni une religion comme le christianisme, ni une philosophie comme le bouddhisme, mais un ensemble de préceptes qui ont force de loi et prévalent non seulement sur la loi républicaine, mais aussi sur toute autre religion. L'islam, c'est à la fois la loi et la foi. La loi coranique est incontournable pour tout musulman et doit régner sans partage sur la vie quotidienne des fidèles.

A une époque où les chrétiens sont persécutés dans les pires souffrances à travers le monde et que bien des pays musulmans interdisent les églises sur leur sol, nos élus ne cessent de promouvoir une religion intolérante qui ne reconnaît pas l'égalité des femmes et interdit toute conversion à une autre religion. Et peu leur importe si 70% des Français estiment que l'islam n'est pas compatible avec la république, la dictature du politiquement correct ne souffre aucune opposition. L'Islam est tout simplement devenu une religion d'Etat. Il est donc vain d'espérer un jour voir les autorités musulmanes modérées, qui se disent respectueuses de la loi républicaine, expurger le Coran de tous ses versets violents qui prêchent le jihad.

Le problème des musulmans modérés est qu'ils n'ont pas le courage de s'imposer devant la mouvance radicale parfaitement structurée quant à elle. C'est un islam de conquête que nous voyons renaître partout dans le monde depuis une décennie, semant la terreur dans de nombreux pays et qui fascine de nombreux jeunes de nos banlieues. Face à cet immense défi que la République doit relever, la naïveté coupable de nos élus risque fort d'être porteuse de lendemains tragiques.

**Jacques Guillemain**